

ARRÊTÉ

Le Ministre d'État chargé des Affaires culturelles

Vu la loi du 31 Décembre 1913 sur les monuments historiques, et notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 Juillet 1927, 27 Août 1941, 25 Février 1943, 24 Mai 1951, 30 Décembre 1966 et le décret du 18 Avril 1961,

La Commission Supérieure des Monuments Historiques entendue,

A R R Ê T É

Article 1er - L'église de RICHET (Landes) figurant au cadastre sous le N° 42 - section A et appartenant à la Commune de RICHET est inscrite sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit.

Article 3 - Il sera notifié au Préfet du Département et au Maire de la Commune intéressée qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

PARIS, le 26 JUIN 1968.

Pour le Ministre et par délégation
Le Maître des Requêtes au Conseil d'État
Directeur de l'Architecture

Max Querrien
Max QUERRIEN

